



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 14 avril 2025

Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons

Le 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Le 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « *Ils nous appellent, ils me lèchent le cul.* » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits montaient au contraire à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « *C'est le bon moment pour acheter* » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchaînent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents.

Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Augmentez les salaires, pas les actionnaires !

Le 30 avril aura lieu l'Assemblée Générale des actionnaires de Renault. L'occasion pour eux d'entériner la politique de casse sociale menée par la direction, de valider la rémunération mirobolante de De Meo... et d'opérer un rachat d'actions, pour en faire augmenter la valeur. Cette astuce financière leur a rapporté la bagatelle de 188 millions l'an dernier. On attend avec impatience de savoir combien ils s'offriront cette année.

Bizarrement, ce n'était pas précisé dans le « Nouveau Contrat Social » imposé par la direction.

Ampère Cléon : la direction entretient le flou

À l'usine de Cléon, les salariés sont inquiets pour leur avenir. Déjà que l'activité est en baisse, ils ont appris qu'Ampère importerait certains moteurs de la R5 ou de la 4L à l'entreprise chinoise Shanghai E-Drive. La mise en concurrence entre les salariés de tous les pays, c'est un grand classique patronal, pour faire des économies, et surtout pour nous imposer des reculs au nom de la « compétitivité ».

En découpant le groupe en filiales il y a 3 ans, la direction expliquait qu'Ampère c'était l'avenir (contrairement à Horse). Aujourd'hui elle laisse planer le doute et entretient un climat de menace sur les emplois.

Du travail, il y en a assez pour tout le monde. S'il y en a moins, il suffit de baisser les cadences. Et les profits. Mais ça, il faudra l'imposer par nos luttes.

Sandouville : l'intérim en procès

La direction de l'usine de Sandouville a été assignée en justice par des syndicats, pour recours abusif à l'intérim. En 2024, année de record de ventes du Trafic, 600 des 1700 salariés étaient intérimaires, principalement sur les chaînes de montage.

Et comme Renault prévoit une baisse des ventes l'an prochain, le groupe veut mettre dehors plus de la moitié d'entre eux. Rien à voir avec l'électricité ou les amendes de l'UE (qui ont été annulées). L'objectif est clair : la direction veut pouvoir jeter les salariés comme des kleenex quand elle n'en a plus besoin, sans s'embarrasser avec des procédures de licenciements ou des RCC.

Le projet des patrons, c'est le retour au XIXe siècle, mais avec des voitures électriques.

Le protectionnisme, il y a le bon et le mauvais

Trump a présenté les droits de douane comme une manière de « protéger » les ouvriers en rendant le *Made in USA* plus rentable. Le chef du syndicat de l'automobile UAW a approuvé cette politique. Lui qui avait mené la grande grève contre Ford, General Motors et Stellantis, estime maintenant avec Trump qu'il faut rendre la production américaine plus rentable pour que le patronat investisse sur place.

Ici aussi, le protectionnisme est à la mode : le RN veut qu'il soit « intelligent », LFI le préfère « solidaire ». Macron, le PS ou LR l'accommodent à d'autres sauces, mais toujours avec l'idée (fausse) que pour préserver les emplois, il faut protéger les entreprises et leurs marchés.

Mais jamais s'en prendre aux patrons et à leurs profits. Ce n'est pas une bonne politique commerciale ou des aides publiques qui protégeront nos boulots et nos conditions de travail, c'est le rapport de force qu'on imposera à ceux qui se gavent sur notre dos.

Trump en guerre pour l'impérialisme américain

Sous prétexte de préserver les emplois, Trump a lancé une guerre commerciale pour mettre la pression aux concurrents internationaux des USA, notamment la Chine. Ses droits de douane ne vont pas ramener l'industrie textile en Caroline du Nord et Apple n'est pas prêt de faire assembler des iPhone au Texas. Ce n'est pas le but. Son objectif est d'imposer un rapport de force aux autres pays, pour leur faire signer un « deal » au service des capitalistes américains.

Mais en menaçant le commerce mondial, il a fait peur aux marchés financiers, qui l'ont amené à changer d'avis et à suspendre la plupart des taxes douanières, y compris sur les importations de produits technologiques de Chine, pour aider Apple.

Trump est comme les autres politiciens bourgeois : à l'écoute des trusts et des marchés financiers.

Macron du côté des Palestiniens ?

Macron a évoqué la possibilité de reconnaître l'État de Palestine en juin prochain. Beaucoup de bruit pour pas grand-chose. D'abord parce qu'à l'heure actuelle l'État palestinien est reconnu par 148 pays (dont des puissances européennes), sans que cela ne change quoi que ce soit. Ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni en Israël – dont le principal partenaire commercial reste l'Union européenne.

En attendant, la France soutient les massacres des Palestiniens, : dimanche 13 avril faisait escale à Fos-sur-Mer un navire transportant des pièces détachées d'avions de chasse américains F-35 destinée à l'armée israélienne. Et Macron n'a rien dit.

Avec Carrefour, le fisc positive

Une commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques a auditionné le PDG du groupe Carrefour, Alexandre Bompard sur l'obtention de 330 millions d'aides publiques en 2024 (principalement des exonérations de cotisations salariales), soit quasiment autant qu'en 2018, alors que les effectifs ont baissé de 25 000 postes entretemps.

Carrefour avait mis en location-gérance nombre de magasins, restant propriétaire sans être formellement le patron, il continuait à empocher les aides publiques. L'administration fiscale a laissé faire...